

ont absolument besoin des avantages qu'ils possédaient avant la présentation du bill C-259, afin de satisfaire aux besoins de leurs membres qui, en définitive, poursuivent un objectif et un idéal qui méritent d'être encouragés.

Comme je ne voudrais pas accaparer trop du temps de la Chambre, je me limiterai à quelques observations, étant très intéressé tant au bill qu'aux instances faites par certaines associations.

Quant à moi, je crois que l'amendement méritait une certaine attention, à cause de son importance, pour pallier le chômage et l'inflation. Mais je pense aussi que le bill, dans sa forme actuelle, comprend suffisamment de bonnes dispositions pour mériter d'être appuyé. Et à titre de député indépendant, je me ferai sûrement un plaisir et un honneur d'appuyer ce bill. Je tiens à signaler, cependant, que je n'ai pas raté l'occasion de réclamer du gouvernement qu'il porte une attention particulière à différentes suggestions qui ne venaient pas seulement de moi, mais aussi des résolutions adoptées au cours d'une réunion qui représentait l'opinion de milliers de Canadiens.

J'ose croire que le gouvernement étudiera les suggestions que j'ai essayé de faire à la Chambre. Je suis en faveur de cette réforme fiscale qui, pour tous les députés n'est pas suffisante, mais qui constitue tout de même un pas vers l'établissement d'une société un peu plus juste. Qui pourrait refuser d'appuyer des mesures visant à l'établissement d'une société plus juste, dont certaines constituent une amélioration, compte tenu du contexte économique actuel?

[Traduction]

M. Robert P. Kaplan (Don Valley): Monsieur l'Orateur, le Canada a caressé un moment l'idée d'un système neutre d'impôt sur le revenu. C'est la Commission Carter qui avait fait cette proposition, suivant laquelle le percepteur ne ferait aucune différence entre un dollar et un autre, les traitements et stimulants spéciaux étant abandonnés. Un tel système suppose que le marché libre est le meilleur distributeur des richesses et que tout adoucissement de ses effets par le système d'impôts constitue une déformation injustifiée du processus des prises de décisions économiques. Carter a reconnu que les subventions et les stimulants économiques avaient leur place, mais il estimait que l'impôt ne devait pas servir à cette fin.

Le principe d'un système d'impôt neutre a été abandonné dans le présent bill en faveur d'un système destiné à stimuler la croissance économique, l'épargne, la formation du capital, la construction, l'expansion industrielle, le développement régional et la propriété canadienne de nos entreprises.

Mais, monsieur l'Orateur, ce bill a été conçu et élaboré à partir de certaines hypothèses touchant l'économie canadienne. Il me semble que parmi ces hypothèses, l'une des plus fondamentales était nos relations économiques avec les États-Unis, relations sur lesquelles se fondent d'importants mouvements de capitaux et des échanges de marchandises encore plus importants. Si ces relations fondamentales entre le Canada et les États-Unis étaient changées, et si nous avions un système d'imposition neutre, ce serait une chose, et peut-être pourrions-nous ignorer les relations canado-américaines. Mais avec un système qui n'est pas neutre, et certains préjugés renforçant nos relations traditionnelles avec les États-Unis, il nous faudrait repenser tout le système d'imposition pour voir comment ces préjugés réagiraient aux changements apportés dans les hypothèses fondamentales. Ce sont là les problèmes que je voudrais examiner ce soir.

Les relations canado-américaines s'ordonnent dans un contexte de pays grand et puissant qui coexiste avec un petit pays. L'histoire abonde en conjonctures de grandes puissances coexistant avec de petites nations voisines, et il en est dans le monde d'aujourd'hui. A mon avis, ce qui caractérise les relations du Canada avec les États-Unis dans un tel contexte, ce sont les ménagements que traditionnellement la politique américaine a observés à notre égard, qui se traduisent pour le Canada par une autonomie absolue, même si elle est parfois accordée à contre-cœur. L'indépendance de notre conception des affaires internationales se manifeste dans notre commerce avec Cuba, notre échange d'ambassadeurs avec la Chine, notre condamnation des essais nucléaires et de la guerre au Vietnam et l'asile que nous accordons aux déserteurs et réfractaires américains. Comparez ce genre de relations avec ce que seraient les réactions de la Chine si ses déserteurs étaient accueillis par l'Afghanistan ou celles de l'Union soviétique si la Suède annonçait sa candidature à l'OTAN.

Notre indépendance est également évidente dans le domaine de l'économie. La politique américaine n'a pas empêché les Canadiens d'aspirer à un niveau de vie élevé et à un mode de vie urbain. Les investissements américains au Canada par le truchement d'industries de transformation et l'accès au marché américain pour les fabricants canadiens, nous ont valu des avantages économiques. Cette attitude d'une grande puissance qui considère son petit voisin comme partenaire a aussi profité aux États-Unis. Il a été démontré qu'un pays a beaucoup plus à gagner pour son propre compte de la prospérité de ses voisins que des procédés sanguinaires des empires de jadis. Dans le confort et la sécurité de nos rapports, le Canada a abandonné sa politique traditionnelle de favoriser les industries locales en imposant des tarifs douaniers et a invité les Canadiens à soutenir la concurrence mondiale sur notre marché intérieur. C'est ainsi que nous sommes devenus et de loin les meilleurs clients des États-Unis.

Mais la surtaxe imposée le 15 août et la perspective de voir les exportations subventionnées par les États-Unis forcent le Canada à repenser ses relations avec les États-Unis. C'est pourquoi, peu importe que la mesure prise unilatéralement par les États-Unis annonce une ère nouvelle en ce qui concerne les Américains, dans leurs relations avec le Canada comme tel, ou que les Américains considèrent tout simplement la prospérité industrielle du Canada comme un gage dans leurs négociations avec des pays tiers. Dans l'un ou l'autre cas, notre avenir économique est en danger.

• (8.40 p.m.)

Les États-Unis me semblent avoir adopté une attitude étroite en matière de commerce mondial. Ils paraissent nourrir une idée extrêmement statique. Ainsi le secrétaire Connally a réclamé, de chacun des pays avec lesquels les États-Unis ont des relations commerciales, le retour à la production américaine d'une certaine partie des échanges commerciaux exprimée en milliards de dollars. A mon avis, c'est croire que le commerce mondial ressemble un peu au jeu de billes. Chaque enfant apporte à la table un nombre de billes et, la partie terminée, certains en ont davantage que d'autres. Cependant, le nombre total ne change pas.

Monsieur l'Orateur, le commerce mondial ne ressemble pas à une partie de billes; c'est une chose dynamique et non statique. Les volumes totaux ne sont pas fixes ou